



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 152 OCTOBRE 2022

Temps troublés

SOMMAIRE

- **Edito : temps troublés.** p 1-2
- **Arabie saoudite : l'ère du changement. Regards croisés sur un royaume en transformation, avec l'Ambassadeur d'Arabie saoudite en France et l'Ambassadeur de France en Arabie saoudite.** p 3-7
- **Publicité : Suez.** p 8
- **Entretien avec M. Michel Bisac, président de la CCI Algéro-Française.** p 9-10
- **Brèves économiques arabes.** p 11-13
- **Publicité : Transdev.** p 14



Les quelques semaines qui viennent de s'écouler depuis la fin de cet été 2022 témoignent d'une actualité, voire d'une d'agitation internationale, riche d'événements mais aussi d'incertitudes et d'interrogations comme, je crois, nous en avons rarement connus.

Le monde a été stupéfait par le décès brutal et soudain de la reine Élisabeth II. Cet événement mondial a donné lieu à un rare moment de communion.

Preuve en est l'ensemble des personnalités politiques, des chefs d'État, de premiers Ministres, de leaders qui ont ainsi participé à ses funérailles.

Le monde arabe n'a pas été indifférent à cette situation. D'abord parce que la reine entretenait des relations privilégiées avec certains des leaders des états de la Ligue Arabe. Parce qu'également la Grande-Bretagne a été - est encore - une puissance importante de la région. Enfin parce que le roi Charles III a lui aussi des affinités fortes et depuis des années avec certains de ces pays.

Ces quelques jours de septembre ont suspendu le temps.

Mais on est vite revenu à une agitation faite de lourdes incertitudes et interrogations.

Il y a bien sûr le conflit en Ukraine, avec son lot de conséquences destructrices que nous n'aurions jamais souhaité voir à nouveau sur le continent européen. Pour nous qui sommes à quelques milliers de kilomètres du terrain physique de la confrontation armée, les conséquences de ce conflit sont économiques, et diplomatiques. Certaines nous touchent directement, certaines sont de nature à rebattre les cartes des alliances et des équilibres géostratégiques.

Conséquences économiques car l'inflation générée à la fois par la fin de la période de la Covid et par ce conflit - avec une bonne dose de spéculation ici et là - vient durement impacter les entreprises, les consommateurs et les ménages français et européens. Se rajoute à cela un climat anxigène lié à l'absence de visibilité sur les semaines et les mois qui viennent, sur l'importance de la rigueur hivernale, sur la capacité de notre

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

économie à « passer l'hiver ». Et ce ne sont pas les derniers chiffres du commerce extérieur français, et le poids de nos importations énergétiques, alors que nous dépassons mois après mois les records de déficit commercial qui vont nous mettre du baume au cœur. Les temps à venir risquent bien d'être éminemment complexes, car une politique énergétique peut certes se décréter en quelques mots, mais il faut bien du temps avant qu'elle ne puisse se matérialiser.

Conséquences diplomatiques aussi. La réduction de la production de pétrole décidée par l'Opep +, comme les votes à l'Assemblée générale des Nations unies, ou les sommets internationaux sont autant d'occasions de compter ses amis, ses partenaires, les pays sur lesquels on sait pouvoir compter.

Les réceptions de Cheikh Ben Zayed ou du Prince Mohammed ben Salmame, comme la visite du président Macron en Algérie, suivie par le déplacement de la première Ministre et d'une quinzaine de ministres du gouvernement français, montrent bien l'importance pour la France du monde arabe, dans sa diversité.

Mais c'est une nouvelle époque qui s'impose à nous. Le monde arabe s'affirme pour ce qu'il est, pour ce qu'il veut devenir - c'est-à-dire un ensemble de puissances majeures, leaders dans tous les domaines, économiques, culturels, sportifs - et dont, reconnaissons-le, nous avons besoin pour nos approvisionnements et comme relais de croissance pour nos entreprises.

La Chambre de Commerce Franco Arabe avec ses 52 années d'existence a été créée pour nourrir et renforcer les relations entre nos entreprises et les secteurs privés du monde arabe, sur la base d'une relation franco-arabe « historique ». Sur cette base, la CCFA a été capable d'évoluer, d'accompagner les dynamiques sectorielles des pays membres de la Chambre. Aujourd'hui, avec une concurrence accrue et avec cette redistribution des cartes à laquelle nous assistons, elle entend bien poursuivre sa mission. Parce que l'objectif in fine, à travers une croissance plus forte et partagée, entre Orient et Occident, est de contribuer à rapprocher des hommes et des femmes.

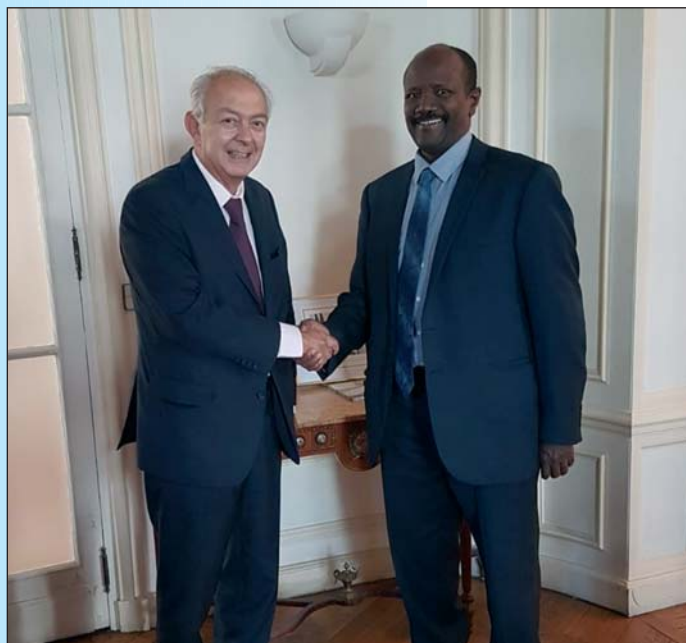
C'est pourquoi d'ores et déjà je vous donne rendez-vous, le 15 mars 2023, pour une nouvelle édition de notre Forum France-Pays arabes. En partenariat avec l'Union des Chambres Arabes, les 22 pays de la Ligue des Etats Arabes, le Medef International, la CPME, Business France, les CCI, il s'agira d'illustrer combien le monde arabe est important pour nous et la multiplicité des pistes économiques de partenariats possibles pour les entreprises françaises.

A vos agendas donc !

Vincent Reina
Président de la CCFA

Nouveaux Ambassadeurs arabes en France

Après avoir rencontré le nouvel Ambassadeur du Koweït en France, SE M. Mohammad Aljudaie, le Président Reina poursuit sa rencontre des nouveaux Ambassadeurs arrivés cet été, avec le nouvel Ambassadeur du Soudan, SE M. Khalid Mohamed Farah El Fahal. Il rencontrera dans les semaines à venir SE M. Wadee Al Batti, Ambassadeur de la République d'Irak, SE M. Saïd Moussi, Ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire, SE M. Muhammad Abdul Ghaffar, Ambassadeur du Royaume de Bahreïn.



le Président Reina avec le nouvel Ambassadeur du Soudan, S.E. M. Khalid



le Président Reina avec le nouvel Ambassadeur du Koweït, S.E. M. Mohammad Aljudaie

<p>Nos partenaires 2022</p>	<p>Stratégiques</p>		<p>Gold</p>	<p>Silver</p>
				

Arabie saoudite : l'ère du changement

Entretien avec S.E. l'Ambassadeur d'Arabie saoudite en France
et l'Ambassadeur de France en Arabie saoudite

Membre du G20, de l'Organisation Internationale du Commerce (OMC) et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Arabie saoudite est un acteur international influent. Membre de la Ligue des États Arabes, du Conseil de Coopération du Golfe, de l'Organisation de la Coopération Islamique, et Gardien des deux lieux saints, le royaume est une puissance incontournable pour la paix et la stabilité. Sur le plan économique, la première économie du monde arabe détient 17 % des réserves mondiales prouvées de pétrole, et ses réserves en gaz placent le royaume au 6ème rang mondial. Par ailleurs, ses réserves de changes avoisinent les 500 milliards de dollars et le royaume peut compter sur sa notation souveraine (S&P : A- ; Fitch : A ; Moody's : A1) pour se financer sur les marchés internationaux des capitaux.

Sous l'autorité et avec la bénédiction de son père, le Roi Salmane, le Prince héritier Mohammed ben Salmane, l'homme fort du royaume, s'est donné pour mission de réformer la société, de moderniser le pays et de restructurer son économie. A cette fin il a déployé un ambitieux programme de développement : la « Vision 2030 » pour mettre fin à un état rentier et assurer sa transition vers un nouveau modèle de développement économique, plus libéral, ouvert sur le monde, créateur d'emplois et de richesses.

A l'occasion du 92ième anniversaire de la naissance du royaume, célébré le 23 septembre dernier, nous avons eu le privilège de nous entretenir avec Son Excellence l'Ambassadeur d'Arabie saoudite en France, M. Fahad Al Ruwaily, et son homologue français S.E. M. Ludovic Pouille, pour un regard croisé sur un royaume en pleine transformation, sur ses relations privilégiées avec la France et sa place comme relais de croissance pour les entreprises françaises.



S.E. M. Fahad Al Ruwaily et S.E. M. Ludovic Pouille

Questions à S.E. l'Ambassadeur d'Arabie saoudite en France, M. Fahad Al Ruwaily.

Excellence, avec l'adoption de la « Vision 2030 », un vent de libéralisation semble souffler sur la société saoudienne, amorçant une ouverture que certains qualifient d'audacieuse. Pouvez-vous nous dire ce qui a changé dans la société saoudienne depuis l'arrivée au pouvoir du Prince héritier Mohammed ben Salman ?

Notre pays a adopté une nouvelle stratégie de développement : la « Vision 2030 ». Cette stratégie, dont nous célébrons la sixième année de la mise en application, a amorcé un grand nombre de changements dans notre pays tant sur les plans économique, que sociétal et légal.

Sur le plan sociétal, la « Vision 2030 » marque une ouverture incontestable en plaçant l'éducation et la formation au centre de ces changements. Notre système éducatif s'ouvre à toutes les disciplines et permet désormais à un nombre important d'étudiants saoudiens de s'engager, par exemple, dans des disciplines artistiques comme la musique, le cinéma et autres disciplines créatives... Par ailleurs, la « Vision 2030 » accorde une place importante à la femme en lui donnant la possibilité de s'investir davantage dans le développement du pays. Des changements au niveau du code de la famille se mettent en place et ouvrent la société saoudienne vers plus de progrès. Enfin la « Vision 2030 » porte une attention particulière à certains secteurs qui étaient oubliés,

ou négligés, auparavant, notamment l'industrie du divertissement, l'événementiel, le sport, ou le tourisme qui n'existait pas beaucoup en Arabie saoudite à part le tourisme religieux. Aujourd'hui, le royaume accorde des visas touristiques pour une durée d'un an, que l'on peut demander tout simplement sur le Net ou même à l'aéroport. L'Arabie saoudite est un grand pays. Elle a une histoire riche, une culture diversifiée et regorge de richesses naturelles et de potentiels humains. Elle entend les développer et les mettre à profit pour le bien être de toute sa population.

Qu'est ce qui a conduit l'Arabie à amorcer ce changement ?

Tout simplement les nouveaux besoins du pays et la détermination du gouvernement à y répondre. Nous voulons diversifier notre économie pour la rendre durable et moins dépendante du pétrole. Nous souhaitons développer nos ressources, libérer les forces vives de notre société et exploiter ses grands potentiels. Par ailleurs, comme vous le savez, 70 % de la population du royaume est jeune et éduquée. La « Vision 2030 » veut donner une opportunité à cette jeunesse pour se réaliser. Nous avons une large communauté d'étudiants boursiers de l'état, dans les grandes écoles et les universités à travers le monde - en France, au Royaume Uni, aux États-Unis, en Chine, au Japon et ailleurs. Nous souhaitons offrir à tous ces jeunes l'opportunité de réaliser leurs rêves dans leur propre pays.

Comment ce changement a-t-il été perçu justement par la jeunesse et la population saoudienne ?

Très positivement. Beaucoup de visiteurs qui reviennent d'Arabie saoudite sont étonnés de constater l'optimisme qui anime aujourd'hui la jeunesse saoudienne, jeunesse qui s'exprime pleinement dans le pays à tous les niveaux. Beaucoup d'étudiants reviennent de l'étranger avec leur diplôme pour démarrer leurs



projets. Le nombre de petites et moyennes entreprises et de « start-up » en 2022 a dépassé 890 000 unités, dont 45 % sont lancées par des femmes. D'ailleurs, le gouvernement prête une attention particulière à cette dynamique en accordant des financements et des facilités pour aider ces jeunes entrepreneurs qui contribuent efficacement au plan de développement du pays et à la création d'emplois.

Le FMI a félicité l'Arabie pour ses réformes et sa gestion budgétaire exemplaire. Quelles sont les perspectives de l'économie saoudiennes et quelles sont les risques qu'elle peut craindre ?

Comme vous le savez, notre plan de développement vise à rendre notre économie moins dépendante du pétrole, plus durable et plus verte. A cette fin, il est prévu des investissements et des budgets pour développer des pans entiers de notre économie notamment le tourisme, les énergies renouvelables, l'industrie agricole, l'industrie pharmaceutique, l'industrie manufacturière entre autres. Aujourd'hui nous fabriquons des voitures électriques en Arabie saoudite ! Et une stratégie industrielle a été récemment annoncée par son Altesse le Prince héritier. Les investissements pour tous ces grands projets sont disponibles et notre plan de développement se poursuit. Le gouvernement a introduit un système de TVA à 15 % qui augmente les recettes de l'état et contribue, aussi, pour certains produits, à la lutte contre le réchauffement climatique. Le monde change, l'économie change. Et nous mettons tout en œuvre pour suivre ces changements et nous adapter. Des secteurs qui n'existaient pas il y a encore quelques années, fleurissent aujourd'hui. Donc, les perspectives sont très rassurantes, parce que notre économie se bâtit de plus en plus sur des piliers durables, comme j'ai déjà mentionné. Le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement humain (PNUD), publié en septembre dernier, a classé l'Arabie saoudite dans la liste des « Pays au développement très élevé », occupant le 3ième rang sur 191 pays. Au niveau économique, il suffit de regarder le taux de croissance de notre économie, qui devrait atteindre à la fin de cette année les 7,6 % selon le FMI !

La « Vision 2030 » réserve une place importante au secteur privé et aux investissements étrangers. Pouvez-vous nous donner quelques mesures mises en place pour encourager ces deux secteurs ?

Le gouvernement a adopté une grande stratégie de promotion du

secteur privé et des privatisations. A titre d'exemple, une partie d'Aramco a été introduite en bourse et certains secteurs contrôlés par l'état seront privatisés, comme les services à la santé, le transport ou certaines grandes écoles et universités. Le gouvernement souhaite donc privatiser un large pan de l'économie en prenant évidemment la responsabilité de mettre en place des mesures pour réguler ces services. Nous encourageons le secteur privé et mettons à sa disposition les moyens de se développer. Des moyens financiers certes, mais aussi des facilités administratives, en allégeant ou en supprimant certaines lourdeurs bureaucratiques. Concernant les investissements étrangers, je vous rappelle que l'Arabie saoudite compte parmi les pays qui ont le plus modernisé ce domaine. Nous avons de nouvelles lois sur l'investissement, sur les banques, sur la transparence, sur les appels d'offres, et un système de règlement des litiges très efficace. Tout cet ensemble constitue une réelle attractivité pour les investissements étrangers.

Les relations entre la France et l'Arabie sont anciennes, fortes et denses. Comment évaluez-vous aujourd'hui les relations entre les deux pays ?

Les relations entre nos deux pays sont excellentes et notre partenariat stratégique couvre de très larges domaines, le politique mais aussi l'économie, la culture, et la sécurité. Le Président français s'est rendu en Arabie l'année

dernière et le Prince héritier est venu en France récemment. Par ailleurs, les visites au niveau ministériel et celles des chefs d'entreprises sont très fréquentes.

Peut-on dire que sur les grands dossiers qui touchent la région, il y a une convergence de vues ?

Certainement. Nous ne sommes pas des pays voisins, mais nous sommes dans une dépendance de voisinage. Cela nous oblige à conjuguer nos efforts et à mener une collaboration forte et dynamique car beaucoup de dossiers appellent cette coopération. Nous travaillons ensemble, main dans la main, pour trouver des solutions à certains problèmes touchant à la stabilité et à la paix dans cette région, en préservant l'intérêt de tout le monde.

Comment qualifieriez-vous la coopération franco-saoudienne ? Doit-elle être améliorée et sur quels axes ?

Notre coopération avec la France se développe très vite et notre partenariat stratégique avec la France fonctionne à merveille grâce à nos amis en France et aux efforts que nous consentons dans le cadre de la « Vision 2030 » pour développer cette coopération entre nos deux pays. Dans le cadre de la « Vision 2030 » nous cherchons à nouer des partenariats sur le long terme. Nous ne cherchons pas à commercer et à échanger des marchandises, mais nous souhaitons construire des partenariats « gagnants-gagnants ». Bien évidemment nous continuons à importer des biens de l'étranger, de plusieurs pays dont la France, notamment des médicaments, des produits alimentaires et d'autres biens de consommation. Mais nous souhaitons nouer des partenariats stables et durables. Nous avons déjà bâti ce genre de partenariats il y a quelques décennies dans le secteur du pétrole et de la pétrochimie, en créant des joint-ventures. Nous souhaitons étendre cette expérience à d'autres domaines notamment à des secteurs comme l'industrie pharmaceutique, le secteur agricole ou d'autres secteurs industriels. L'Arabie saoudite occupe une position géographique stratégique au carrefour des routes maritimes reliant les trois continents. Elle bénéficie d'une croissance démographique rapide et 70 % de sa population est jeune et bien éduquée, et elle jouit d'un degré élevé de prospérité et de stabilité. Elle souhaite nouer des partenariats à long terme et ce type de partenariat fonctionne très bien avec nos amis français.

S'il y avait encore une action particulière à mener dans le cadre

de cette coopération, quelle serait-elle ?

Comme je viens de le dire la coopération entre la France et l'Arabie saoudite est très riche. Mais le monde se développe. Il demande une adaptation constante. Il y a beaucoup de potentiels en Arabie saoudite et la France est parmi les pays leaders dans de nombreux domaines, notamment dans l'énergie renouvelable, l'énergie verte, l'énergie nucléaire civile, le tourisme, l'éducation, la formation, la cyber sécurité, l'Internet et les technologies financières. Et nous avons besoin de coopérations dans tous ces domaines. Nous avons aussi de grands potentiels dans l'industrie des parfums. C'est un secteur, avec le luxe, qui peut être très intéressant, comme pour les secteurs de la mode et de l'habillement. D'ailleurs il y a une commission saoudienne de la mode qui a été récemment créée et qui commence une étroite coopération avec les grandes maisons françaises. Il y a beaucoup de secteurs où la coopération peut encore se développer.

Que diriez-vous aux PME-PMI françaises pour les inciter à investir en Arabie et profiter de cette dynamique de croissance ?

J'invite tous les amis français à venir visiter notre pays. D'abord, s'ils le veulent, une visite touristique, culturelle. Ils découvriront par la suite, par eux-mêmes, le pays et les opportunités qui s'y trouvent. Ils vont découvrir par eux-mêmes l'optimisme qui règne et la dynamique qui se développe tous les jours. En Arabie saoudite, les produits français ont la réputation d'être des produits de qualité. La marque « France » et le savoir-faire français sont appréciés. Les entreprises françaises doivent être présentes sur ce marché. La concurrence et la compétition sont rudes certes, mais l'opportunité et la qualité font la différence.

L'Arabie saoudite va accueillir les jeux asiatiques d'hiver. Est-ce que cela n'est pas contradictoire avec cette ambition d'être un pays moteur, novateur, dans la sauvegarde et la lutte contre le réchauffement climatique ?

Nous sommes cofondateurs avec la France de la Convention de Paris sur le climat et nous sommes touchés, comme les autres pays, par le changement climatique. La « Vision 2030 » accorde un intérêt particulier à l'environnement, à la sauvegarde du cli-

mat, au développement durable et aux écosystèmes. Le plus grand projet dans les énergies renouvelables au Moyen-Orient se trouve en Arabie saoudite. La plus grande ferme éolienne au Moyen-Orient est construite à Aljouf, au nord de l'Arabie saoudite, en collaboration avec un consortium de grandes entreprises, notamment EDF. L'énergie solaire, l'hydrogène vert et les autres sources d'énergie propres sont des priorités pour nous et occupent une place importante dans notre projet de développement. En organisant ces jeux asiatiques, nous ne cédon rien sur les priorités climatiques. On va continuer notre développement vers les énergies renouvelables et la durabilité. Et rien ne sera fait en contradiction avec nos priorités climatiques.

Pouvez-vous nous dire un mot sur la candidature de l'Arabie saoudite pour accueillir l'Exposition universelle de 2030 ?

Nous avons effectivement posé notre candidature pour accueillir l'Exposition universelle de 2030. Nous avons reçu le soutien de beaucoup de nos amis, notamment de la France, et nous espérons que le royaume sera choisi pour accueillir cette manifestation mondiale pour laquelle nous avons choisi comme thème « l'ère du changement : conduire le monde vers des lendemains clairs-voyants... ». Cette exposition viendra peut-être couronner les projets réalisés dans le cadre de la « Vision 2030 » et montrer notre détermination à continuer sur ce chemin.

Comment évaluez-vous aujourd'hui le travail de la CCFA pour promouvoir les échanges entre la France et les pays arabes ?

J'apprécie grandement les efforts de la CCFA pour promouvoir les échanges entre la France et les pays arabes et tout particulièrement avec le royaume saoudien. Je vous avoue qu'il m'arrive parfois d'annuler ou de reporter certains rendez-vous pour participer aux activités de la CCFA. Nous soutenons l'action de la Chambre et le travail de son Président, M. Vincent Reina, et de son Secrétaire général qui est, comme vous le savez, saoudien, M. Abdullhakeem Al Kalifah. La CCFA est notre partenaire et nous allons encore faire des choses ensemble !

Questions à S.E. l'Ambassadeur de France en Arabie saoudite, M. Ludovic Pouille.



Le rôle prépondérant de l'Arabie saoudite dans la stabilité et l'équilibre au Proche et Moyen-Orient et l'importance de cette grande économie du Golfe comme relais de croissance pour l'économie française ont auréolé les relations entre les deux pays, qualifiées de « partenariat stratégique » et de « partenaire

de référence ». Comment ces deux références se traduisent-elles concrètement ?

Ces deux références se traduisent notamment par des échanges nourris et réguliers entre le Président de la République française, Emmanuel Macron, et Son Altesse Royale, le Prince héritier et Premier ministre du Royaume d'Arabie saoudite Mohammed bin Salman. L'année 2021 s'était achevée par la visite très attendue du Président de la République, Emmanuel Macron, à Djeddah le 4 décembre. Cette visite historique a été un succès sur tous les plans, avec un entretien en tête-à-tête entre le Président français et le Prince héritier qui a duré près de 3 heures, axé sur le renforcement des relations bilatérales et l'évocation de la situation géopolitique régionale. Plusieurs accords ont été signés entre les deux gouvernements dans les domaines du tourisme, de la culture, de l'économie numérique et de l'espace. Cette visite a confirmé la qualité et la densité des relations économiques, grâce à la tenue d'un forum d'affaires franco-saoudien qui a réuni 400 participants, dont 150 représentants d'entreprises françaises. Plus récemment, la visite à Paris de SAR le Prince héritier Mohammed bin Salman, le 28 juillet dernier, a été très réussie.

Lors de leur rencontre bilatérale, le Président Macron et le Prince héritier ont confirmé leur volonté commune de renforcer encore le partenariat stratégique entre les deux pays dans tous les domai-

nes. Sur le plan économique, il a été décidé que la task force bilatérale visant à renforcer la relation économique et d'investissement serait poursuivie sous la co-présidence d'Olivier Becht, nouveau ministre délégué au Commerce extérieur et à l'attractivité de la France, et de son homologue saoudien le ministre de l'Investissement Khaled al Faleh. Les deux ministres ont pu avoir un premier entretien à Paris à l'occasion de la visite du Prince héritier.

personnes, dont une majorité de Saoudiennes et Saoudiens.

La « Vision 2030 » qui vise à diversifier l'économie saoudienne repose sur un ambitieux programme qui embrasse tous les domaines. Quels sont les secteurs où le savoir-faire français peut faire la différence et s'imposer face à la concurrence ?

Les entreprises françaises suivent d'importants et grands projets en Arabie saoudite, principalement dans les secteurs de l'énergie,



Les échanges de biens entre la France et l'Arabie saoudite, malgré leurs progressions de 25 % en 2021, ne reflètent pas le niveau des relations entre les deux pays. Les parts de marché de la France n'ont cessé de rétrécir au cours des décennies pour se stabiliser à près de 3 %, loin derrière les Américains ou les Chinois ? Pourquoi l'offre française ne suscite-t-elle pas une plus grande adhésion ?

Pour l'année 2021, selon les données de la GASTAT saoudienne, la France est le 8ème pays fournisseur de l'Arabie saoudite. En 2021, sa part de marché était de 3,4 % représentant une valeur de 4,2 milliards de dollars. Celle-ci a légèrement diminué de 0,6 point entre 2020 et 2021 et de 0,7 points entre 2019 et 2021.

La part de marché de la France en Arabie saoudite est supérieure à la part de marché de la France dans le commerce mondial de biens : en 2021, le montant des exportations de marchandises de la France représente 2,6 % des exportations mondiales. L'appétence du marché saoudien pour les produits français est donc quantitativement et qualitativement bien réelle, que cela concerne les biens à haute valeur ajoutée et technologique, tels que les avions, le matériel de transport urbain, les produits du luxe (habillement, bijoux, etc.), les produits de santé (sérum, médicaments etc.) ou les biens de consommation intermédiaire tels que les produits agroalimentaires et de grande distribution.

Face à la concurrence, certains reprochent aux entreprises françaises de réfléchir davantage en termes de parts de marché plutôt qu'en termes de partenariats gagnant-gagnant à long terme. Qu'en pensez-vous ?

Cela est complètement infondé, puisque la majorité des entreprises françaises présentes en Arabie saoudite travaillent main dans la main avec des partenaires saoudiens, que ce soit en joint-venture ou en lien contractuel import-export ou fournisseur-client. D'ailleurs, de nombreux partenariats à long terme sont noués entre nos deux pays, pour ne citer que la compagnie TotalEnergies qui a un partenariat de longue date avec la compagnie Aramco et figure parmi les premiers investisseurs étrangers dans le royaume. La France dispose d'un stock de 3 milliards de dollars d'investissements en Arabie, et ses entreprises y emploient plus de 30.000

du traitement de l'eau et des déchets, des transports, de l'aéronautique et de la construction. Les grands groupes français sont particulièrement bien positionnés dans les énergies renouvelables (EDF, Engie, TotalEnergies...) et dans le secteur de l'eau (Saur, Suez, Veolia...), domaines qui font l'objet de programmes nationaux très ambitieux mis en œuvre sous forme d'investissements privés. La diversification économique en cours dans le cadre de la « Vision 2030 » offre de nouvelles opportunités dans les secteurs du tourisme, de la culture, des nouvelles technologies que les entreprises françaises, notamment les PME, réputées dans ces secteurs, saisissent de plus en plus.

Les grands projets saoudiens ne sont-ils pas de nature à attirer des entreprises françaises qui n'auraient pas la capacité à se positionner, et cela n'est-il pas de nature à les faire passer à côté d'autres opportunités (commerce courant, biens de consommation) ?

En ce qui concerne les grands projets (NEOM, Mer Rouge, Qiddiya, Diriyah, Al Ula...), les infrastructures de base, les aéroports, les routes, ponts et voies d'accès aux différents sites seront construits grâce aux financements du Fonds d'Investissement Public (FIP). Des partenariats public-privé sont proposés par le biais d'appels d'offres pour le développement des services publics générateurs de revenus (électricité, eau, déchets, télécommunications). De nombreuses entreprises françaises, grands groupes ou PME, sont impliquées pour construire et exploiter les futurs équipements d'hébergement et de restauration, de loisirs et de divertissement, les espaces culturels et les zones commerciales. Chacun de ces projets vise à utiliser les technologies les plus innovantes, notamment en matière de réduction des impacts climatiques et environnementaux.

Le climat des affaires est-il désormais plus favorable aux investisseurs étrangers et notamment français après les réformes entreprises dans le cadre de la « Vision 2030 » ?

Les autorités saoudiennes s'efforcent d'améliorer l'environnement des affaires, d'attirer davantage d'investissements étrangers et de promouvoir les investissements nationaux. Cette politique semble

donner progressivement des résultats, même si la plupart des investissements privés sont actuellement concentrés dans le secteur de l'énergie.

Nous voyons de plus en plus d'investisseurs et d'entreprises françaises qui font le choix de s'implanter en Arabie saoudite, soit grâce à un partenaire saoudien, soit directement en créant une structure juridique et légale. Toutefois, l'attractivité économique de l'Arabie saoudite ne dépendra pas uniquement des grands projets proposés et de la taille des budgets alloués, mais également de sa faculté à poursuivre les réformes de l'environnement des affaires où des marges de progression restent attendues par les investisseurs, qu'ils soient français ou internationaux.

Aussi, selon les données de la CNUCED, en 2021, les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) à destination de l'Arabie saoudite ont témoigné d'une très forte augmentation de 252 % en



glissement annuel passant de 5,3 milliards de dollars en 2020 à 19 milliards en 2021. Rapportés au produit intérieur brut, les flux entrants d'IDE sont passés de 0,8 % du PIB en 2020 à 2,3 % du PIB en 2021.

Quelles sont les actions menées par votre ambassade pour accompagner les PME-PMI à prospecter, à mieux connaître le marché saoudien et à s'y installer ?

Nos entreprises françaises sont présentes dans tous les secteurs d'activité. Notre approche et celle de l'ensemble de l'équipe France est d'amplifier notre présence sur les tendances et opportunités qu'offre cette nouvelle Arabie saoudite : secteurs des ICC, du tourisme, du sport, de la culture et de l'audiovisuel, de la Tech, de la mobilité douce, des énergies vertes, de l'industrie 4.0 et de l'espace : des secteurs prioritaires de la « vision 2030 » où nos PME peuvent apporter un vrai savoir-faire et nouer des partenariats de long terme.

Notre opérateur, Business France, intervient sur le volet export en identifiant des opportunités, pour renforcer des relations avec le tissu local, avec les donneurs d'ordres et porteurs de projets, afin de positionner l'offre française de nos startups, PME et ETI car notre objectif est de faire gagner nos entreprises françaises et développer les partenariats avec les acteurs économiques saoudiens. Sur le volet « invest », nous assurons la promotion de la France et de ses territoires pour y accueillir plus d'investissements saoudiens et renforcer notre attractivité. Nos experts et chargés d'affaires au sein de Business France Arabie saoudite accompagnent les entreprises françaises, en proposant trois types de prestations pour accompagner les entreprises. Premièrement, des études de marché ou « panorama marché », qui permettent à une

entreprise d'être informée sur les opportunités. Beaucoup d'informations sont en langue arabe, Business France les traduit et les met à disposition des entreprises, notamment les PME.

Business France propose également de tester les offres : avant de se déplacer, une entreprise peut tester son offre auprès de contacts clés choisis communément.

Enfin, Business France réalise des événements collectifs mais également des colloques et rendez-vous acheteurs ainsi que des missions de prospection, en complémentarité des missions sectorielles d'entreprises organisées régulièrement par le Comité France - Arabie du Medef International présidé par Laurent Germain, PDG d'EGIS, en liaison avec l'ambassade.

Il est primordial pour une entreprise qui prospecte en Arabie saoudite, de prévoir plusieurs déplacements afin de maximiser ses chances et succès. Les Saoudiens privilégient les relations humaines et les rencontres en personne. Nos équipes à Riyad et Djeddah assurent ce suivi pour de nombreuses PME françaises. Par ailleurs, les prestataires de la Team France Export ainsi que le Président du Conseil des affaires saoudo-français, Dr Mohammed ben Laden, apportent toute leurs expertises et conseils aux entreprises françaises désireuses de s'installer en Arabie saoudite.

La France bénéficie dans la région d'un grand capital de sympathie et la culture française nourrit toutes les curiosités. Comment faire pour transformer ces potentiels en atouts pour les entreprises françaises ?

Les entreprises françaises installées dans le Royaume peuvent bénéficier d'une large visibilité grâce aux événements culturels organisés par l'Ambassade de France (musique, recherche, archéologie, danse etc...). Elles peuvent prendre part aux grandes manifestations organisées en Arabie sur l'ensemble du territoire par le biais du mécénat et faire ainsi rayonner leurs activités.

La France cherche à attirer des investissements saoudiens, à travers son Fonds souverain ou du secteur privé. Comment évoluent ces investissements et quelles en sont les perspectives ?

Pour la période 2018-2020, le fonds souverain saoudien a adopté le programme de capital-investissement franco-saoudien dans le cadre de sa stratégie, avec un objectif d'investissement de 2 milliards de dollars dans des entreprises françaises et européennes non cotées. Cet engagement s'est concrétisé par la création de la Saudi Arabia France Holding Company, société de droit français, pour mener à bien ce programme.

Les investissements saoudiens en France sont eux encore peu développés (600 millions de dollars), comparés à ceux d'autres pays du CCEAG (E.A.U, Qatar), et sont concentrés dans l'immobilier résidentiel et l'hôtellerie.

Notre ambition n'est pas seulement d'accroître la présence des entreprises françaises dans l'économie saoudienne mais également d'accompagner nos partenaires saoudiens, institutions et entreprises privées, pour qu'ils explorent les opportunités d'investissement dans l'économie française, dans des secteurs stratégiques comme le digital (start-ups) ou encore l'industrie du futur. La France est un pays d'opportunités d'investissement et l'économie française est de plus en plus attractive et conserve même sa première place en 2021 en termes de nombre de projets d'investissements étrangers annoncés en Europe et creuse l'écart avec ses principaux concurrents selon le baromètre EY.



**One country, many regions,
the same commitment:
shaping a sustainable
environment now**

As a world leader in essential environmental services,
we are committed to preserving the fundamental elements
of our environment: water, soil, and air – that ensure our future.
SUEZ reaffirms this commitment each and every day, including during the health crisis.



Entretien avec M. Michel Bisac, Président de la CCI Algéro-Française

Les relations entre la France et l'Algérie sont empreintes de passion et de raison. Si le poids de l'histoire revient souvent sur le devant de la scène dans leurs relations politiques et diplomatiques, la raison l'emporte toujours sur le plan économique où les échanges entre les deux pays enregistrent une progression constante. De près de 7 milliards d'euros en 2020, ces échanges passent à près de 8 milliards d'euros en 2021. De juin 2021 à mai 2022, la France a exporté pour 3,6 milliards d'euros de marchandises en Algérie, contre 4,9 pour l'ensemble de l'année 2019. Par ailleurs près de 450 entreprises françaises sont implantées en Algérie, employant environ 40 000 salariés.

Dans un contexte marqué par la montée des incertitudes régionales notamment au sahel, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les tensions de plus en plus pesantes en mer de Chine ainsi que la flambée des prix des matières premières et plus particulièrement sur les céréales et l'énergie, la France et l'Algérie ont décidé d'inaugurer une nouvelle ère dans leurs relations et de jeter les bases d'un « partenariat renouvelé » tourné vers des projets d'avenir conformes aux aspirations de leurs peuples ».

La visite officielle de trois jours à Alger, au mois d'août dernier, du Président français, Emmanuel Macron, s'imposait comme une nécessité en ces temps difficiles. Elle s'inscrit dans une perspective de « rétablir la confiance entre les deux pays », et d'engager leurs relations dans une dynamique de progrès irrévocable.

M. Michel Bisac, le Président de la CCI Algéro-Française, a accepté de nous livrer son analyse et ses sentiments sur cette visite très commentée sur les deux bords de la Méditerranée.

La visite de trois jours du Président Français, Emmanuel Macron, qui coïncide avec le 60ème anniversaire de la fin de la guerre et la proclamation de l'indépendance de l'Algérie avait pour objet « de reconstruire une relation apaisée ». Estimez-vous que cette visite a atteint son objectif ?

En tant que chef d'entreprise français et Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française, je me félicite bien entendu de la visite du Président Macron et de l'accueil qui lui a été réservé par son homologue le Président Abdelmadjid Tebboune. Il ne m'appartient pas, bien entendu de dire si cette visite a atteint ses objectifs, mais je me permets de reprendre les mots du Président Tebboune adressés au Président Macron lors de la signature de la déclaration d'Alger où il a qualifié cette visite de nécessaire et d'utile. Ces termes traduisent une dynamique positive dans la relation entre les deux pays et c'est ce que je retiens.

La création d'une commission mixte d'historiens français et algériens pour "regarder" en face et « sans tabou » un pan de leur histoire est-elle de nature à apaiser durablement cette relation ?

Je ne suis malheureusement pas compétent sur ces sujets pour vous répondre précisément mais je pense comme chacun que toute initiative qui peut apaiser cette relation va dans le bon sens.

La France et l'Algérie ont décidé de rehausser leurs concertations politiques par l'institution d'un « Haut Conseil de



Coopération » au niveau des Chefs d'Etat. Cette décision traduit-elle une nouvelle mise en équation de la relation franco-algérienne qui ouvre une nouvelle page dans les relations entre les deux pays ?

Ce haut conseil est un nouveau dispositif qui vient conforter ceux existant déjà, le CIHN, présidé par les deux premiers ministres et le Comefa. C'est un dispositif qu'il faut saluer car il consolide les canaux de communication et offre des espaces de dialogue au niveau des Présidents, ce qui encore une fois ne peut aller que dans le bon sens.

Avec environ 10% des parts du marché algérien, la France est désormais supplantée par d'autres concurrents notamment asiatiques. L'annonce d'encourager le développement des partenariats entre les entreprises françaises et algériennes notamment sur les secteurs d'avenir peut donner un nouveau souffle aux échanges économiques entre les deux pays. Selon vous que faut-il faire concrètement pour encourager le développement de ces partenariats ?

Permettez-moi de rappeler que les entreprises françaises sont présentes en Algérie depuis de nombreuses années. Cette présence est diversifiée sur plusieurs secteurs, les services avec les banques Société Générale Algérie, BNPParibas El Djazair, Natexis El Djazair et l'assureur AXA Algérie, l'agro-industrie avec les groupes Castel, Fromagerie Bel, Danone, Lactalis, le transport avec Alstom/Cital, Renault Algérie et Renault Trucks, la santé avec Sanofi, Pierre Fabre et Ipsen, l'énergie avec Total et Engie, le tou-

risme avec le groupe Accor et beaucoup d'autres secteurs ou des dizaines de PME françaises exercent. Toutes ces entreprises ont investi, formé et développé leurs activités en Algérie il me semble nécessaire de tenir compte de cet engagement car beaucoup de pays dont ceux auxquels vous faite référence ne sont engagés qu'au travers des échanges commerciaux et font peu d'investissements réellement en Algérie.

En tant que Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française, notre priorité est d'encourager et d'accompagner les initiatives d'investissements. Les échanges commerciaux stériles ne nous intéressent pas.

Le marché algérien au-delà de son potentiel pour les partenariats franco-algériens peut-il jouer un rôle dans la construction d'un espace méditerranéen de développement et de prospérité partagée et plus généralement dans la promotion du partenariat entre l'Europe et l'Afrique ?

Oui bien entendu, l'Algérie dispose d'infrastructures logistiques importantes avec des facteurs de production très concurrentiels. Le marché algérien reste important avec près de 43 millions de consommateurs, mais il faut aussi cibler les marchés de proximité (Libye, Tunisie, Mali, Niger, Mauritanie) et ceux d'Afrique avec lesquels l'Algérie à toujours un très fort engagement politique et qui aujourd'hui sont pleinement ouverts aux partenariats commerciaux. A la Chambre nous encourageons nos entreprises françaises implantées et qui produisent localement à exporter à partir d'Algérie vers ces destinations.

La délégation française comptait, outre les sept ministres notamment Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, Catherine Colonna, Sébastien Lecornu et Rima Abdul-Malak, plus d'une centaine de personnes dont des jeunes startupeurs et des chefs de grands groupes français. Pourtant aucune annonce de grand contrat. Pourquoi ?

Je suis optimiste ... ! . Chaque chose en son temps.

La jeunesse algérienne, que l'on sait très active particulièrement sur le secteur du numérique et des nouvelles technologies et qui compte le plus de diplômés sur le continent africain a été au centre de la visite du Président français. Emmanuel Macron a évoqué la formation d'une « nouvelle génération franco-algérienne dans l'économie ». Cette jeunesse peut-elle devenir le fer de lance de ce partenariat renouvelé ? Comment et à quelles conditions ?

Cette jeunesse est déjà très active et pas que dans le secteur du numérique. Elle trace sa voie et développe ses entreprises en fonction de ses intérêts. Il nous appartient d'être concurrentiel, de proposer des projets innovants, constructif pour que nous puissions initiés des partenariats durables, équilibrés et bénéfiques pour nos deux pays.

La Chambre de Commerce Franco-Arabe et la CCI Algéro-Française peuvent jouer un rôle important dans le dispositif de relance de ce « partenariat renouvelé ». Selon vous, comment ces deux institutions peuvent et doivent conjuguer leurs actions pour contribuer au développement rapide de ce partenariat ?

Effectivement nous devons allier nos efforts afin d'informer les entreprises françaises sur les opportunités du marché algérien, sur le contexte réglementaire pour lever les doutes et les appréhensions. Nous avons aussi la volonté de mobiliser des entreprises afin qu'elles puissent bénéficier de la dynamique engagée par nos deux Présidents.

Notre rôle d'éclaireur est primordial aujourd'hui car nous nous inscrivons dans le temps long, dans l'accompagnement d'entreprises algériennes qui ont le défi du développement industriel, de la valorisation du produit algérien et plus largement de la conquête de marchés à l'export. Les enjeux sont importants pour ce pays et pour ces entreprises et nous nous devons d'être à ses côtés.

Élisabeth Borne et 16 ministres à Alger

Moins de deux mois après la visite officiel d'Emmanuel Macron, Élisabeth Borne, accompagnée de 16 ministres et d'une délégation d'une cinquantaine d'entreprises, a effectué les 9 et 10 octobre dernier une visite de jours dans la capitale algérienne. Une visite qui concrétise la volonté des deux parties d'entamer une nouvelle page de leurs relations et ouvre le chemin vers la mise en place concrète et rapide de nouvelles coopérations et partenariats.



Lors de cette visite, la Première ministre a présidé avec son homologue algérien le Comité intergouvernemental de haut niveau franco-algérien (CIHN), lancé en 2012. A l'issue de cette réunion, une douzaine d'accords ont été signés notamment, un accord de coopération dans le domaine agricole, le développement rural et l'industrie agroalimentaire. Une déclaration d'intention sur la coopération industrielle et technologique. Un protocole d'accord entre Algeria Venture (accélérateur public de startup) et l'Agence française de développement (AFD). Une déclaration d'intention sur « la coopération et les échanges d'expérience dans le domaine de l'emploi et du travail notamment pour les jeunes ». Et enfin, des déclarations d'intention de coopération dans des domaines aussi divers que le handicap, l'égalité des chances on encore la formation.

PENINSULE ARABIQUE

Les perspectives de l'économie mondiale menacent de « rouvrir des plaies qui n'avaient été que partiellement guéries depuis la pandémie » selon le chef économiste du FMI. La croissance devrait reculer cette année à 3,2% et baisser à 2,7% en 2023. Il s'agit de la croissance la plus faible depuis 2001, hors années de crise (2009 et 2020). Dans cette perspective les pays du Golfe devraient le mieux s'en sortir cette année affichant une progression moyenne de 5 % contre 1,6 % aux États-Unis, 3,1 % dans la Zone-euro, et 4,4 % en Asie. Les pays du CCG bénéficient pleinement de la conjoncture sur les marchés pétroliers qui améliore à la fois leurs finances publiques et leurs positions extérieures. Un facteur de vulnérabilité est tout de même présent dans la région : l'inflation, dont le FMI prévoit un taux annuel supérieur à 4 % au Koweït et au Qatar et de plus de 5 % aux E.A.U. Pour 2023, la croissance dans les pays de la région devrait être ramenée à 3,6 %, malgré des prix du pétrole qui resteront élevés selon le FMI (98,2 dollars le baril en 2022, 85,5 dollars en 2023).

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle a dévoilé le classement de l'Indice Mondial de l'Innovation (GII) pour l'année 2022. Le GIi classe les économies mondiales en fonction de leurs capacités d'innovation. Il se compose d'environ 80 indicateurs, regroupés en intrants de l'innovation (les institutions, le capital humain et la recherche, les infrastructures, la sophistication du marché, la sophistication des affaires) et extrants d'innovation (les connaissances et la technologie, la création). Pour la deuxième année consécutive, les E.A.U montent dans le classement du GIi et se hissent à la 31e place mondiale (sur 132 économies). L'Arabie saoudite (51e place en 2022 contre la 66e en 2021) et le Qatar (52e position en 2022 contre la 68e en 2021) font des sauts spectaculaires dans ce classement annuel. Ce classement met en évidence les efforts entrepris par ces pays pour créer un environnement propice à l'innovation ainsi que leur volonté de se créer une place parmi les pays les plus innovants.

L'indice des directeurs d'achat (PMI) des pays de la CCG, publié par IHS Markit, affiche une tendance à l'expansion de l'activité manufacturière dans les pays de la zone. Les indices PMI du mois de septembre des deux principales économies régionales, l'Arabie saoudite et les E.A.U, affichent respectivement 56,6 points et 56,1 points, soit les deux niveaux les plus élevés de l'indice depuis juin 2019. Pour mémoire, un indicateur supérieur à 50 reflète la confiance des directeurs d'achat dans l'expansion de l'activité manufacturière. Pour le Qatar cet indice s'établit à 51 points contre 68 points au mois de juin. Cette chute s'explique par une faible demande marquée par une baisse des ventes notamment dans le secteur de la construction, alors que de nombreux projets sont suspendus d'ici la fin de la Coupe du Monde.

Brèves économiques de la péninsule arabique



ARABIE SAOUDITE

Alstom remporte un contrat d'exploitation et de maintenance pour l'aéroport de Jeddah. Ce contrat O&M est évalué à 53 millions de dollars et couvre la période de juin 2022 à juin 2027. Alstom avait auparavant obtenu un contrat similaire pour la période allant d'août 2019 à juin 2021.

JCDecaux ATA Saudi a remporté le contrat de publicité sur le King Fahd Causeway, géré par la King Fahd Causeway Authority. S'étendant sur 25 km, cette route est le seul accès terrestre entre l'Arabie saoudite et Bahreïn. JCDecaux a été nommé opérateur publicitaire exclusif pour une durée de 10 ans.

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane a lancé le 19 octobre dernier la Stratégie industrielle nationale qui vise à stimuler la croissance du secteur et à porter le nombre d'usines à environ 36 000 d'ici 2035, selon l'agence de presse officielle du Royaume. La stratégie industrielle nationale vise également à attirer les investissements, à diversifier l'économie, le développement du produit intérieur et des exportations non pétrolières, conformément aux objectifs de la « Vision 2030 ». Cette stratégie devrait, par ailleurs, permettre au Royaume de devenir une puissance industrielle de premier plan qui contribuera à sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales et à exporter des produits de haute technologie. Enfin, elle devra permettre à l'Arabie saoudite de tripler le PIB manufacturier d'ici 2030, à augmenter la valeur des exportations industrielles et à créer des dizaines de milliers d'emplois de haute qualité



BAHREÏN

Bahreïn a attiré 921 millions de dollars d'investissements directs étrangers (IDE) pendant les trois premiers trimestres de l'année 2022, selon EDB Bahreïn, l'agence publique chargée d'attirer les investissements dans le pays. Les secteurs manufacturier et de la logistique ont attiré plus de 30 % de ces IDE qui proviennent, au total, de 66 entreprises. Selon le World Investment Report 2022 de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le pays a attiré 1 021 millions de dollars et 1 766 millions de dollars d'IDE respectivement en 2020 et 2021



KOWEÏT

Le fonds koweïtien pour le développement économique arabe (KFAED), l'un des plus importants et plus anciens fonds de développement dans le monde arabe, a décidé de cesser d'effectuer des prêts de nouveau fonds jusqu'à nouvel ordre. Cette décision serait motivée par la fin du mandat du Conseil d'administration. 116 millions de dinars koweïtiens (375 millions de dollars) sont donc actuellement bloqués par la procédure de renouvellement de ce Conseil d'administration.



EMIRATS ARABES UNIS

Le Premier ministre des E.A.U, Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, a approuvé le budget fédéral pour les exercices 2023-2026. Concernant l'année 2023, le gouvernement fédéral anticipe un revenu global de 17,3 milliards de dollars, en hausse de 11 %, et des dépenses à hauteur de 17,2 milliards, en hausse de 3,9 %. Les deux principaux postes du budget sont le développement et les aides sociales (39 %). Quant à l'ensemble de la période 2023-26, le budget prévoit des recettes de 69,6 milliards de dollars et des dépenses totales de 68,7 milliards.

Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum a annoncé le lancement d'un programme national visant à appuyer la transformation technologique. Ce programme vise à développer 1 000 projets technologiques dans l'optique d'exporter pour 4,2 milliards de dollars de produits technologiques avancés par an. Le projet s'inscrit dans la volonté des Émirats de développer le secteur industriel comme en témoigne la stratégie « Opération 300 milliards » lancée en mars 2021 avec l'objectif de porter la contribution au PIB du secteur industriel à 300 milliards de Dirham des Émirats arabes unis en 2031 contre 133 milliards en 2021 selon l'agence de presse WAM.



OMAN

Le Sultanat d'Oman a enregistré un excédent budgétaire de 2,6 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de l'année 2022. Cette forte amélioration des finances publiques est directement liée aux prix élevés sur les marchés pétroliers. Pour rappel, le FMI a récemment anticipé un excédent budgétaire de 5,5 % du PIB en 2022, il serait le premier excédent budgétaire du gouvernement depuis 2013. Quant à la dette publique du Sultanat, le FMI anticipe un ratio dette sur PIB de 45,4 % en 2022 contre 69,7 % fin 2020.

Oman se fixe un objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Un décret royal adopté au début du mois d'octobre a approuvé cette échéance, conforme à la « Vision 2040 » du pays. Mascate rejoint ainsi plusieurs pays du CCG qui ont déjà fixé de tels objectifs : l'Arabie saoudite, Bahreïn (en 2060 pour les deux pays) et les Émirats arabes unis (en 2050).



QATAR

La Coupe du monde 2022 de football au Qatar qui se déroulera du 20 novembre au 18 décembre pourrait rapporter un total de 9 milliards de dollars de retours sur investissements, selon le président du comité d'organisation de la compétition. Un chiffre qui pourrait monter à 17 milliards de dollars si l'on y rajoute les recettes provenant notamment du tourisme après le tournoi.

Le ministre de l'Énergie et PDG de QatarEnergy, Saad Sherida Al Kaabi, a annoncé l'arrivée de nouveaux partenaires internationaux notamment Shell et ExxonMobil au côté de TotalEnergies pour l'extension d'ici 2028 des capacités de liquéfaction de gaz du projet North Field South. Pour rappel, TotalEnergies détient 9,375 % des parts du projet sur les 25 % attribuées aux partenaires internationaux.

Webinaire : jeudi 17 novembre 2022, de 10h00 à 11h00

CCFA - RAKEZ

Les Emirats Arabes Unis ont développé depuis plusieurs années maintenant une stratégie puissante afin d'attirer les entreprises étrangères. Les évolutions ont été nombreuses - Droit du travail - Visas - Stratégies industrielles. L'Emirat de Ras Al Khaimah est déjà bien connu des entreprises françaises, et là aussi les solutions de facilitation de création d'entreprises et d'implantation ont évolué depuis ces derniers mois. Ce webinaire sera l'occasion de faire un point.

Webinaire : jeudi 19 janvier 2023

Le Qatar post Coupe du monde : perspectives et nouvelles opportunités.

Avec SE M. Jean-Baptiste Faivre, Ambassadeur de France au Qatar, Pierre Ramirez, Directeur du bureau Business France Qatar, Mme Eftihia Frager, Cheffe du Service Economique de l'Ambassade de France. **A confirmer : Qatar Chamber of Commerce**

Les prévisions de la BERD pour les pays SEMED

Selon les prévisions de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la croissance économique dans les pays de la SEMED qui comprend l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie devrait ralentir de 6 % en 2021 à 2,9 % en 2022. L'impact de la guerre contre l'Ukraine se fait sentir sur l'économie de ces pays à travers la hausse des prix à la consommation du pétrole et des denrées alimentaires. Une croissance plus élevée de 4,7 % est prévue pour 2023 stimulée notamment par les réformes économiques et de gouvernance.

En Égypte, la croissance a doublé pour atteindre 6,6 % au cours de l'exercice 2021-2022, tirée par une forte croissance du secteur manufacturier, une légère augmentation des revenus du canal de Suez et une expansion de l'activité de construction. La croissance au cours de l'exercice 2022-2023 devrait ralentir à 4,7 % sous les effets des conditions mondiales défavorables ainsi que par des facteurs intérieurs structurels qui entravent la reprise du secteur privé non pétrolier.

En Jordanie, la reprise économique reste modérée mais robuste. La croissance du PIB devrait se stabiliser à 2 % en 2022, tandis qu'une croissance plus rapide du secteur tertiaire et une reprise plus forte du tourisme mondial et des flux commerciaux pourraient pousser la croissance en 2023 à 2,7 %.

Au Liban, la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ont exacerbé la crise financière et économique. Les principales réformes nécessaires à un éventuel programme du FMI ont subi de nouveaux retards, limitant l'accès aux sources extérieures de financement. Par ailleurs, les augmentations répétées des prix et les réductions des quelques subventions restantes, associées aux pénuries de carburant et à l'accès limité aux produits de base ont laissé de larges segments de la population dans la pauvreté. L'économie pourrait renouer avec une croissance de 4 % en 2023, sous réserve d'un programme soutenu par le FMI, qui permettrait également de reprendre les négociations avec les partenaires internationaux.

Au Maroc, la reprise économique ralentit considérablement en 2022, le PIB n'augmentant que de 0,3 % en glissement annuel au premier trimestre, après un rebond record de 7,4 % en 2021. La croissance est freinée principalement par une forte contraction de l'agriculture due à une grave sécheresse. La mauvaise saison agricole augmente la demande de produits alimentaires importés à des prix internationaux plus élevés, dans un contexte de perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale, faisant grimper le taux d'inflation du Maroc à 5,1 % au premier semestre. La croissance du PIB devrait ralentir à 1,1 % en 2022. Cependant, 2023 pourrait voir un rebond de la croissance, projetée à 3,3 %, alors que l'agriculture se redresse et que le rythme de croissance dans d'autres secteurs revient aux niveaux d'avant la pandémie.

En Tunisie, la croissance a été modeste au premier semestre 2022 à 2,6 % en glissement annuel, après une reprise de 3,5 % en 2021. La croissance est soutenue par un rebond du tourisme, des transports et de la production industrielle, malgré un environnement par ailleurs défavorable. La hausse des prix mondiaux a entraîné une inflation de 7,5 % au cours des sept premiers mois de 2022, atteignant un sommet en 30 ans. La croissance devrait atteindre 2,9 % en 2023 à mesure que les négociations avec le FMI progressent et que les vents contraires mondiaux s'atténuent.



IRAK

L'Irak ouvre sa première unité de production d'hydrogène

La première unité irakienne de production et de compression d'hydrogène a été ouverte au début du mois de septembre dernier au Centre de recherche et de développement pétrolier du ministère du Pétrole. Cette unité, destinée à la recherche, peut produire de l'hydrogène d'une pureté de 99,5 % et le comprimer à 150 bar. L'Irak entend poursuivre ses efforts pour atteindre ses engagements concernant la réduction des émissions de gaz et de polluants, la protection de l'environnement et du climat.

Les recettes pétrolières de l'Irak tombent sous la barre des 10 milliards de dollars en août.

Le ministère irakien du Pétrole a annoncé pour le mois d'août des exportations de 3,286 millions de barils par jour (bpj), en baisse par rapport aux 3,303 millions de bpj exportés en juillet. Cette baisse des exportations a eu pour corolaire une chute des revenus à 9,784 milliards de dollars, tombant en dessous de 10 milliards de dollars pour la première fois depuis février. Le prix moyen était de 96,05 dollars le baril.

L'Irak augmente ses réserves de devises et d'or

La Banque centrale d'Irak (CBI) a annoncé que les réserves de liquidités devraient atteindre 90 milliards de dollars d'ici la fin de cette année, contre environ 80 milliards de dollars actuellement. Par ailleurs le sous-gouverneur de la CBI, Ammar Khalaf, a déclaré que les réserves d'or ont augmenté d'environ 30 tonnes, à plus de 131 tonnes.

L'économie irakienne enregistre la plus forte croissance au Moyen-Orient.

Selon la dernière édition sur les Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI), publié en octobre dernier, l'économie irakienne devrait croître de 9,3 % cette année, ce qui lui confère la croissance du PIB la plus forte de tous les pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale. Cette prévision est légèrement en baisse par rapport aux 9,5 % projetés dans le rapport du FMI en avril. Pour 2023, les experts du FMI tablent sur une croissance de 4,0 % en baisse par rapport aux 5,7 % annoncés en avril. Parallèlement, les prix à la consommation devraient augmenter de 6,5% cette année et de 4,5% en 2023 selon les experts du FMI.

